

EFFROI À BRUXELLES À LA VEILLE DU SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT
ET DE GOUVERNEMENT

Daesh s'intéresse au nucléaire européen

Le parquet fédéral belge n'a pas infirmé l'existence d'une vidéosurveillance trouvée en possession de l'un des auteurs des attentats de Paris. Aussi effroyable qu'elle soit, cette découverte indique que le ou les terroristes avaient, clairement, pour cible des installations nucléaires.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Les images, filmées au moyen d'une caméra cachée récupérée chez deux suspects en lien avec les descentes punitives de novembre dernier dans la capitale française, ne sont pas encore formellement datées. Ce qui suppose, même si les autorités judiciaires ne le disent pas, que des attaques contre le nucléaire du royaume étaient

sinon programmées, du moins envisagées. Après une minutieuse supervision des images, les enquêteurs sont arrivés à la conclusion que les terroristes

surveillaient les allées et venues du directeur du programme de recherche et de développement du nucléaire.

La presse du royaume d'hier, dans ses éditions du soir, sous le choc de telles révélations, n'est pas encore entrée dans les détails de l'affaire. Il ne fait aucun doute que ces informations feront beaucoup parler ici, en Belgique et en Europe.

Le parquet qui communique que la vidéo en question comprenait «une dizaine d'heures» n'exclut même pas l'hypothèse que d'autres centrales nucléaires autres que celles de la Belgique aient pu être concernées dans l'intention des terroristes. Nul ne doute dans la capitale belgo-européenne que les chefs d'Etat et de gouvernement européens réunis, ici, aujourd'hui, abordent

cette question. Et plutôt plusieurs heures qu'une !

C'est la première fois, en effet, qu'une justice d'un pays de l'UE ne nie pas que le nucléaire puisse être visé par des actes terroristes. Ce qui n'est pas rien.

La Belgique dispose de deux sites nucléaires Doel I et Doel II situés en région flamande.

A. M.

CONFLIT EN SYRIE

Plus de 70.000 personnes déplacées
en trois mois dans le sud du pays

Plus de 70.000 personnes ont été déplacées, dont 50.000 se sont retrouvées sans-abri, à cause des violences au cours des trois derniers mois dans le sud de la Syrie, a rapporté l'ONU hier.

«On estime que plus de 70.000 civils ont fui leurs maisons, dont plusieurs ont été déplacés pour une deuxième ou troisième fois», a déploré Edward Kallon, coordinateur humanitaire des Nations-Unies, basé en Jordanie, précisant que

50.000 personnes se sont retrouvées «sans-abri dans des conditions hivernales difficiles».

M. Kallon regrette par ailleurs la dégradation des services de base en raison des raids aériens, faisant état de

plus de cinq établissements de santé endommagés ces derniers mois, rendus partiellement ou totalement inutilisables.

Le coordinateur humanitaire des Nations-Unies a également précisé que l'ONU et ses partenaires avaient livré de l'aide humanitaire à des milliers de sinistrés via les frontières jordaniennes.

7.000 enfants et 25.000 adultes ont pu bénéficier de cette aide qui comprenait notamment des couvertures, des

vêtements d'hiver et des articles ménagers. L'ONU a aussi livré 25.000 kits d'hygiène et des rations alimentaires à 13.000 personnes. «L'ONU et les partenaires sont profondément préoccupés par le coût humain de la poursuite des hostilités entre le gouvernement syrien et les forces de l'opposition», a indiqué M. Kallon, soulignant «l'urgence» d'une solution politique qui conduirait à une cessation des hostilités.

INDE

La contestation s'amplifie après l'agression
d'un leader étudiant au tribunal

Un leader étudiant arrêté pour «sédition» a été frappé mercredi devant un tribunal de New Delhi, des violences qui alourdissent le climat dans une affaire qui a déclenché des manifestations étudiantes dans toute l'Inde et qui suscite la réprobation des défenseurs de la liberté d'expression.

Kanhaiya Kumar a été frappé peu avant une audience sur sa détention, la police de la capitale étant vivement critiquée pour ces nouveaux débordements après des violences ayant visé des journalistes et étudiants devant ce même tribunal lundi.

Kumar a été arrêté vendredi pour son implication présumée dans une récente manifestation au sein de la prestigieuse Jawaharlal Nehru University (JNU) de Delhi lors de laquelle des slogans anti-indiens ont été entonnés. Son arrestation a déclenché une vive polémique sur la liberté d'expression en Inde, les mouvements de défense des libertés estimant que le gouvernement nationaliste hin-

dou détournait une loi remontant à l'époque coloniale pour empêcher toute contestation et voix dissonante.

La sédition peut être punie de la perpétuité en Inde mais les condamnations sont rares.

Des centaines de professeurs de la JNU se sont mis en grève mardi pour protester contre l'arrestation de l'étudiant tandis que de nombreux étudiants ont annoncé qu'ils boycotteraient les cours en attendant sa remise en liberté.

Kumar a démenti avoir entonné des slogans hostiles à l'Inde lors de la manifestation du 9 février organisée pour marquer l'anniversaire de la pendaison en 2003 d'un séparatiste cachemiri

condamné pour l'attaque meurtrière du Parlement indien en 2001.

Amnesty International a demandé la libération immédiate de l'étudiant. «La loi sur la sédition était utilisée par les Britanniques pour limiter la liberté d'expression pendant la lutte pour l'indépendance de l'Inde», a dit Tara Rao, directeur des programmes d'Amnesty International India. «Il est regrettable que le gouvernement y ait recouru pour museler et harceler les opinions divergentes». Mercredi la justice a ordonné son maintien en détention jusqu'au 2 mars après une audience tenue dans des conditions houleuses.

La Cour suprême, qui avait intimé à la police l'ordre d'assurer la sécurité de tous au sein du tribunal après les violences de lundi, a envoyé une équipe d'avocats évaluer la situation.

«Nous avons informé la Cour suprême de l'atmosphère de terreur régnant au sein du tribunal», a dit l'un de ces

avocats, A.D.N. Rao. «L'accusé a été frappé. Les membres de ce panel ont aussi été chahutés».

Un important groupe d'avocats se tenait à l'extérieur du tribunal, certains brandissant un drapeau indien, et scandait «A bas Kanhaiya Kumar», certains lançant des pierres vers les journalistes. Lundi, journalistes et étudiants ont accusé des avocats proches du parti au pouvoir, le BJP, de les avoir frappés sous le regard indifférent de la police. Le responsable de la police de Delhi, B.S. Bassi, a défendu l'attitude de ses équipes hier. «Il y a eu des bousculades, ça poussait et tirait. En dépit de l'excitation de la foule, nos officiers ont protégé l'accusé», a-t-il dit aux journalistes.

La police a par ailleurs organisé plusieurs opérations dans tout le pays pour retrouver d'autres étudiants accusés d'avoir participé à la manifestation du 9 février.

TURQUIE

Nouvel échec du Parlement sur la nouvelle
Constitution voulue par Erdogan

Le Parlement turc a encore échoué à s'entendre sur une réforme de la Constitution en raison du refus par l'opposition de la présidentialisation du régime exigée par le chef de l'Etat Recep Tayyip Erdogan, qui a proposé hier d'en appeler aux électeurs.

Le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) a claqué la porte mardi soir de la commission chargée de plancher sur une nouvelle loi fondamentale. «Nous ne pouvons pas participer à une instance qui n'est en fait qu'une succursale de la campagne pour la présidentialisation du régime menée par l'AKP (Parti de la justice et du développement, au pouvoir)», a justifié un élu du CHP, Bülent Tezcan, à l'issue de la troisième réunion de la commission.

Faute de consensus, le président du Parlement, Ismail Kahraman, a pronon-

cé dans la foulée la dissolution de cette instance, composée de 12 élus des quatre partis représentés à l'Assemblée, qui avait entamé ses travaux le 3 février.

En 2013 déjà, le Parlement n'avait pas réussi à rédiger une nouvelle Constitution pour remplacer celle héritée de la junte militaire après le putsch de 1980.

Le Premier ministre islamo-conservateur Ahmet Davutoglu a exhorté mercredi «tous les partis d'opposition» à revenir à la table des discussions. «Il est de notre devoir de trouver un compromis (...) sans aucune précondition», a-t-il

estimé lors d'un discours, en promettant que son parti restait ouvert à la discussion.

Lors d'une conférence de presse, M. Kahraman a lui aussi prié les partis de reprendre les discussions, estimant qu'une nouvelle Constitution est toujours faisable».

Depuis son élection à la tête de l'Etat en 2014 M. Erdogan, qui a dirigé auparavant le gouvernement pendant onze ans, milite avec insistance pour une présidentialisation du système politique turc, qui accorde au Premier ministre l'essentiel du pouvoir exécutif.

Mais ses rivaux refusent catégoriquement de graver dans le marbre constitutionnel le renforcement des pouvoirs d'un homme qu'ils accusent déjà de dérive autoritaire.

Mercredi, le président a suggéré de faire trancher la question par les élec-

teurs. «Que la Nation décide et qu'on s'en remette au choix qu'elle aura fait», a lancé M. Erdogan lors d'un discours devant des préfets. «Si ma Nation ne veut pas du régime présidentiel, alors nous n'irons pas contre sa volonté. (...) C'est aussi simple que ça», a-t-il poursuivi, sans préciser toutefois de quelle façon il voulait la consulter.

Le parti du président (AKP) a remporté la majorité absolue lors du scrutin législatif du 1^{er} novembre. Mais avec 317 des 550 sièges de députés, il ne détient pas la majorité qualifiée nécessaire pour organiser seul un référendum (330) ou encore faire voter une réforme constitutionnelle (367).

Selon les commentateurs, l'homme fort du pays pourrait se servir de ce nouvel échec pour reconvoquer des élections législatives dans le courant de l'année.

ÉGYPTTE
L'écrivain
et journaliste
Mohamed
Hassanein
n'est plus

L'écrivain et journaliste égyptien Mohamed Hassanein Heikal est décédé hier matin au Caire, des suites d'un grave malaise, à l'âge de 92 ans, annoncent les médias égyptiens.

Né le 23 septembre 1923, Mohamed Hassanein Heikal avait entamé sa carrière en tant que rédacteur en chef du célèbre quotidien égyptien *Al-Ahram* (1957-1974) à la tête duquel il se fait connaître, avant de travailler auprès du président égyptien Gamal Abdel Nasser, pour lequel il rédigeait des discours.

En 1970, il est nommé à la tête du ministère de l'Information de son pays jusqu'en 1974.

En 1973, le journaliste édite son premier ouvrage sous le titre *Les documents du Caire: l'histoire de Nasser et sa relation avec les dirigeants du monde, les rebelles et les hommes d'Etats*, suivi d'une dizaine d'autres livres dédiés à l'analyse, l'actualité et l'histoire politique contemporaine de l'Egypte et du monde arabe.

L'écrivain signera également des titres comme *La guerre d'octobre* (1980), *Le retour de l'Ayatollah* (1981), *Automne de furie: l'assassinat de Sadat* (1983), *Illusions de triomphe* (1993) ou encore *Canaux secrets* (1996).

Commentateur reconnu de l'actualité dans le monde arabe, Mohamed Hassanein Heikal animait également une émission sur la chaîne d'information qatarie Al Jazeera qui lui avait offert deux ans durant une tribune d'expression à grande audience.